



Semaine du 12 au 18 mai 2008 n° **215**

Sommaire

- **France 3** : la CGT dépose un préavis de grève pour le 15 mai
- **Étudiants en travail social** : la mobilisation ne désarme pas
- **Filialisation de deux sites d'Airbus** : les syndicats satisfaits mais prudents
- **Hausse des tarifs du gaz** : « un désengagement de l'État », juge l'Indécosa-CGT
- **Presse** : État généraux « pour le pluralisme » le 17 mai à Paris
- **Maisons de retraite** : la journée de solidarité sert à « combler le déficit de la Sécu »
- **Travail temporaire** : 12,6 % de février à mars, + 1 % en un an (Unédic)
- **Franchises et forfaits de santé** : la justice, c'est de les supprimer !
- **Rencontres d'Options** : « construire un mode de management alternatif »
- **CGT Rhône-Alpes** : Assises sur « Recherche, Innovation, Territoires : pour des politiques industrielles ambitieuses »

Édito

Un plan social qui ne dit pas son nom

Cette semaine sociale sera marquée par les mobilisations unitaires des fonctionnaires ainsi que des lycéens et de leurs enseignants. Dix-huit organisations de lycéens, d'enseignants (5 fédérations de l'Éducation) et de parents d'élèves ainsi que les principaux syndicats de fonctionnaires appellent à l'action le 15 mai. Ce qui est posé au travers de cette mobilisation, c'est à la fois une certaine idée du service et un puissant ras-le-bol en ce qui concerne le pouvoir d'achat. Au travers du projet de loi « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels », l'objectif essentiel du gouvernement est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (35 000 à 40 000 emplois par an), en articulation avec les mesures annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Cette RGPP traduit le profond désengagement de l'État. Elle induit l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de mis-



sions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail et l'accroissement de la précarité. C'est bien un plan social qui s'annonce à la Fonction publique même si le gouvernement en refuse l'appellation ! A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels. D'ailleurs ce gouvernement pratique un déni systématique et un mépris insultant qui en dit long sur sa conception du dialogue social et sur sa vision de l'utilité du syndicalisme. Le ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, qui avait déjà demandé il y a quelques semaines où étaient les syndicats, les soupçonnant de manipuler les jeunes lycéens, s'est fendu d'une nouvelle tirade dans le très révolutionnaire *Figaro Magazine* : « Une fois les banderoles, les cercueils, les rimes sur Darcos [...], que restera-t-il, sur le fond ? C'est une bouffonnerie. Ils peuvent défiler, mais tout ça ne sert à rien ! Les vraies questions sur l'inefficacité du système éducatif demeureront », assure le ministre. Mais c'est justement de cette efficacité et de cette qualité du service public en général et de l'Éducation en particulier dont il est question. Car la qualité ne saurait se concevoir sans les effectifs adaptés aux besoins d'encadrement, d'enseignement, de suivi éducatif, social et médico-social.

France 3

La CGT dépose un préavis de grève pour le 15 mai

Les syndicats SNRT (techniciens) et SNJ (journalistes) CGT de France 3 appellent à un arrêt de travail de 24 heures, le 15 mai, de 00 h 00 à minuit. Ils invitent le personnel de la chaîne à se joindre aux manifestations prévues ce jour-là pour les salariés de la Fonction publique. Les deux syndicats considèrent que le financement des entreprises de l'audiovisuel public, notamment des chaînes de France Télévisions, est « gravement menacé » par la décision présidentielle de supprimer la publicité. La CGT exige « un mora-



toire sur la suppression de la publicité », « la compensation intégrale du manque à gagner sur la publicité pour 2008 », qui, selon la CGT, dépassera les 150 millions d'euros prévus, et « le refus du plan d'économie actuellement mis en place à France 3 ». La CGT annonce par ailleurs de nouveaux mouvements

revendicatifs le 21 mai, jour où la commission Copé « pour une nouvelle télévision publique » doit présenter ses propositions sur le financement de l'audiovisuel public.

Étudiants en travail social

La mobilisation ne désarme pas

Voici deux mois que les étudiants en travail social se mobilisent contre le chantage exercé par leurs directions d'écoles et les employeurs qui refusent de payer leurs stages. Les fédérations CGT Santé-Action sociale, Services publics et l'Ugict-CGT soutiennent cette mobilisation qui se traduira par une nouvelle manifestation mardi 13 mai à Paris. « Nous sommes en mai et la situation devient critique », soulignent les organisations de la CGT. « Il est impensable que le boycott des stages organisé par les employeurs pénalise les étudiants en travail social qui doivent valider leur parcours de formation et pour certains passer leur diplôme en juin... S'il est jugé insuffisant par les étudiants le montant fixé pour l'indemnisation des stagiaires est en revanche jugé trop élevé par les structures d'accueil du secteur social et médico-social qui menacent d'annuler les stages. Et ce alors que le secteur public a pour sa part été exonéré de cette obligation, l'État-employeur, une fois encore fixe une règle mais prétend s'en affranchir ! » la CGT exige avec les étudiants le paiement de la gratification sans découpage des stages dans le but de les faire passer sous la barre des 3 mois (durée à partir de laquelle le décret du 31 janvier s'applique). Même si la gratification n'est pas une réponse adaptée à la lutte contre la précarité des étudiants, celle-ci ne doit pas être discriminatoire. Elle doit s'appliquer aux stages effectués dans le secteur public et pour les formations de niveau IV.



Hausse des tarifs du gaz

« Un désengagement de l'État », juge l'Indecosa-CGT

L'association de consommateurs de la CGT, Indecosa dans un communiqué le mercredi 6 mai, a estimé que la hausse des prix du gaz, qui devrait avoir lieu au 1^{er} juillet selon la commission de régulation de l'énergie (CRE), traduisait « surtout » un « désengagement de l'État ». Les prix réglementés du gaz pour les particuliers, fixés par l'État, devraient augmenter de 1,5 % le 1^{er} juillet, selon la CRE, ce qui constituerait la troisième hausse depuis



le début de l'année, en raison d'une augmentation des tarifs d'utilisation des canalisations par les fournisseurs. Pour l'Indecosa, cette augmentation « n'est pas la simple résultante de l'augmentation du coût d'utilisation des canalisations », mais « traduit le désengagement de l'État et la fin programmée de la maîtrise publique du prix de l'énergie ».

Filialisation de deux sites d'Airbus

Les syndicats satisfaits mais prudents

La décision d'Airbus de filialiser, au lieu de les vendre, les deux sites français de Méaulte (Somme) et de Saint-Nazaire Ville (Loire-Atlantique) a été accueillie avec satisfaction mercredi 6 mai par les syndicats, sans pour autant lever leurs préoccupations pour l'avenir. EADS, la maison mère

d'Airbus, avait annoncé dans la matinée la fin des négociations avec Latécoère pour la reprise de Méaulte et de Saint-Nazaire Ville « dans la mesure où aucune solution viable n'a pu être atteinte dans les délais fixés, en particulier à cause du contexte financier ». « On a gagné une première bataille. Les salariés ont marqué un point par rapport à Power8 (le plan de restructuration d'Airbus) mais tout n'est pas rose », a estimé à Toulouse, Xavier Petrachi, délégué syndical central CGT, à l'issue d'un comité central d'entreprise extraordinaire d'Airbus France. Suite à la rupture



des négociations avec le français Latécoère pour la cession des deux sites français de Méaulte et Saint-Nazaire Ville, le patron d'Airbus, Thomas Enders, a envoyé un courriel à l'ensemble des salariés. Dans ce courriel, il souligne que les coûts de revient de ces sites devront être aussi performants que ce qu'aurait

proposé l'éventuel repreneur. Comme économies possibles, il a cité, outre l'étude de l'augmentation du temps de travail, des coûts administratifs et de sécurité moindres, ainsi que des systèmes informatiques plus légers. De son côté, l'équipementier aéronautique français Latécoère va « accélérer son processus de délocalisation » et n'exclut pas de procéder à des licenciements dans le futur, a déclaré mercredi le président du conseil de surveillance du groupe, François Junca, après la rupture des négociations sur la reprise des sites d'Airbus.

Presse

États généraux « pour le pluralisme » le 17 mai à Paris

Des « États généraux pour le pluralisme » dans les médias se tiendront le 17 mai, toute la journée, à la Bourse du travail à Paris, à l'appel de plusieurs associations, médias associatifs et syndicats (notamment le SNJ-CGT, SNJ, et Sud) et avec le soutien de partis



politiques (LCR, PCF) et de personnalités du Parti socialiste. Les organisateurs du débat, qui aura pour thème « L'information, c'est notre affaire », soulignent que le droit d'informer et d'être informé « doit être garanti », « comme tous les droits sociaux ».

Maisons de retraite

La journée de solidarité sert à « combler le déficit la Sécu »

Le président de l'AD-PA (maisons de retraite), Pascal Champvert, a jugé vendredi qu'une partie du produit de la journée de solidarité servait « à combler le déficit de l'assurance maladie » au lieu de bénéficier aux personnes âgées. En 2007, la journée de solidarité, initialement fixée au lundi de Pentecôte et à la carte depuis cette année, a rapporté 2,2 milliards d'euros, dont plus de 1,3 milliard est destiné aux personnes âgées et en particulier plus de 800 millions d'euros aux établissements d'accueil. « Mais tous les crédits n'ont pas été dépensés, en 2007

comme en 2006, et l'État refuse de mettre ces sommes en réserve, ça sert à combler le déficit de l'assurance maladie », assure Pascal Champvert, dont l'association regroupe 1 800 directeurs de maisons de retraite et services à domicile. Selon lui, ces sommes, « 200 millions en 2006 et près de 400 millions en 2007 », « sont intégrées dans l'Ondam » de l'année suivante, l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie, voté chaque automne par le Parlement. « En 2006, le quart du budget personnes âgées a servi à diminuer les budgets de l'assurance maladie. »



Travail temporaire

2,6 % de février à mars, + 1 % en un an (Unedic)

Un total de 715 700 personnes occupaient un emploi intérimaire fin mars en France, soit une baisse de 2,6 % par rapport au mois de février et une hausse de 1 % par rapport à mars 2007, en données corrigées des variations saisonnières (CVS), a annoncé vendredi 9 mai l'Unedic.



Exceptés les cadres et professions intermédiaires (- 0,4 %), toutes les catégories socioprofessionnelles ont enregistré une hausse des intérimaires en mars en un an : + 7 % pour les employés, + 1,5 % pour les ouvriers non qualifiés, + 0,9 % pour les ouvriers qualifiés.

Franchises et forfaits de santé

La justice, c'est de les supprimer !

Le 16 mai dans toute la France, les personnels des Caisses primaires d'assurance maladie et le collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins pour tous (composé de plus de 70 organisations, dont la CGT) iront à la rencontre des assurés sociaux pour dénoncer les franchises, mobiliser pour obtenir leur retrait, proposer la signature d'une pétition déjà remplie sur papier ou par internet par plus de 600 000 personnes.



Rencontres d'Options

« Construire un mode de management alternatif »

C'est le 10 juin prochain de 9h à 16 h 30 (Bourse du Travail, 29 boulevard du Temple à Paris 3^e) que l'Ugict-CGT et son journal, tiendront les « Rencontres d'Options » consacrées aux questions



soulevées par les modes management actuels. Deux tables rondes seront consacrées aux aspects de « la santé au travail » et à « l'évaluation au cœur du management ».

CGT Rhône-Alpes

Assises sur « Recherche, Innovation, Territoires : pour des politiques industrielles ambitieuses »

Le Comité Régional CGT Rhône-Alpes organise ces assises les 12 et 13 juin 2008 au MINATEC de Grenoble (Maison des Micro et Nanotechnologies). Elles permettront le débat entre syndicalistes, représentants institutionnels, élus politiques, représentants des structures universitaires et laboratoires de recherche. L'Ugict-CGT, les différents Comités Régionaux CGT ainsi que les Fédérations CGT particulièrement sensibles à ces enjeux participeront aux journées de Grenoble. S'y dérouleront deux ateliers « territoire » sur les thèmes :

- le rôle de la formation, des qualifications ; des droits nouveaux pour les salariés, éléments indispensables du développement de l'emploi et du territoire ;
- concurrence-compétitivité entre territoire à l'échelle européenne. Quelles alternatives construire dans une démarche de coopération et d'émulation ?

Deux autres ateliers « recherche » aborderont les problématiques suivantes :

- recherche-innovation-place de l'industrie-crédation d'emplois et d'activités nouvelles pour le développement durable ;
- le rôle du service public et des entreprises dans la mise en oeuvre d'une politique nationale et européenne de la recherche scientifique.

